

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

083-248300543-20221215-lmc1181224-DE-1-1

Date de validation par la préfecture : mardi 20 décembre 2022

Date d'affichage : 22/12/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 15 DÉCEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 15 décembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
68	11	2

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 22/12/360

**ADOPTION DU SCHEMA DE
PROMOTION DES ACHATS
PUBLICS SOCIALEMENT ET
ECOLOGIQUEMENT
RESPONSABLES (SPASER)
DE LA METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE**

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVAR, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Isabelle MONFORT, M. Franck CHOUQUET, M. Jean-Louis MASSON, M. Yann TANGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Christophe MORENO, Mme Valérie RIALLAND, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, M. Joël TONELLI, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Pascale JANVIER, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Philippe LEROY, Mme Béatrice BROTONS, Mme Valérie MONDONE, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Christian SIMON, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Hervé STASSINOS ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Dominique ANDREOTTI ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à M. Yannick CHENEVAR, Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Chantal PORTUESE, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN.

ABSENTS :

M. Emilien LEONI, M. Michel DURBANO.

Séance Publique du 15 décembre 2022

N° D' O R D R E : 22/12/360

**O B J E T : ADOPTION DU SCHEMA DE PROMOTION DES
ACHATS PUBLICS SOCIALEMENT ET
ECOLOGIQUEMENT RESPONSABLES (SPASER) DE
LA METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le Code de la Commande Publique, en son article L2111-3 stipulant que « Les collectivités territoriales et les acheteurs soumis au présent code dont le statut est fixé par la loi adoptent un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables lorsque le montant annuel de leurs achats est fixé par voie réglementaire. Ce schéma, rendu public, détermine les objectifs de politique d'achat comportant des éléments à caractère social visant à concourir à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés ou défavorisés et des éléments à caractère écologique ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi annuel de ces objectifs. Ce schéma contribue également à la promotion d'une économie circulaire »,

VU le Code de la Commande Publique, en son article D2111-3, modifié par l'article 1^{er} du décret n°2022-767 du 2 mai 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique, stipulant que « Le montant annuel des achats prévus à l'article L2111-3 est fixé à cinquante millions d'euros hors taxes. Afin de déterminer le montant total annuel de leurs achats, les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices soumis à l'article L2111-3 prennent en compte les dépenses effectuées au cours d'une année civile dans le cadre de leurs marchés à l'exception de ceux relevant du livre V de la présente partie »,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'avis du Conseil de développement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 22 novembre 2022,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 05 décembre 2022,

CONSIDERANT que, dans ce cadre, la Métropole Toulon Provence Méditerranée entend affirmer sa volonté politique de jouer pleinement son rôle d'acteur de la transition sociale et écologique de son territoire,

CONSIDERANT que, de par son poids économique, 300 M€ de dépenses moyennes d'achat par an pour les seuls marchés publics de la Métropole, l'achat public Métropolitain constitue un levier d'action majeur pour impulser la transition sociale et écologique de l'économie du territoire Métropolitain et des territoires voisins. C'est un vecteur transversal de mise en œuvre de politiques publiques. Il contribue à l'exemplarité,

CONSIDERANT que l'élaboration d'un SPASER, conformément aux obligations légales, offre l'opportunité de structurer une approche globale de la commande publique, en incitant les acheteurs à utiliser pleinement les dispositions du code de la commande publique en matière de responsabilité sociétale et environnementale, et à recourir aux opérateurs économiques innovants en la matière,

CONSIDERANT que le SPASER constituera donc un référentiel stratégique de la Métropole Toulon Provence Méditerranée car :

1. C'est un puissant levier pour accompagner les acteurs économiques du territoire, fournisseurs de biens, de travaux et de services qui intègrent les enjeux de justice sociale et de transition écologique. Il participe ainsi à la mise en œuvre des objectifs de politiques publiques de la Métropole, selon 3 angles d'approche, en ligne droite avec les axes du projet métropolitain :
 - L'achat public au service de l'inclusion sociale pour une Métropole solidaire : une politique achat responsable participe activement à la mutation de son territoire vers une économie solidaire qui favorise la création d'emplois locaux pérennes et non délocalisables, la réduction de l'emploi précaire et l'inclusion sociale, l'apprentissage, la diversité et un environnement de travail "équitable",
 - L'achat public au service de la transition écologique pour une Métropole écoresponsable : une politique achat responsable contribue à une économie plus sobre et résiliente, à la réduction des impacts de la consommation sur l'environnement, à la diminution de l'empreinte carbone et la préservation des ressources. Elle vise à réduire la pollution de l'air, de l'eau et des sols et à protéger l'espace de vie par des solutions plus respectueuses de la santé et du bien-être de l'habitant,
 - L'achat public au service de la performance économique pour une Métropole compétitive et innovante : une politique achat responsable participe au développement de l'écosystème du territoire en soutenant les entreprises (et notamment les TPE et les PME) tout en faisant la promotion de l'innovation sur son territoire,
2. C'est un outil clé pour améliorer la portée des actions de la collectivité et proposer ainsi des solutions plus à même de répondre aux besoins exprimés. Il s'appuie pour cela sur un plan d'actions concret, opérationnel dont les objectifs sont quantifiés, évaluables et adaptables selon contexte dans lequel s'inscrit le SPASER,

CONSIDERANT que ce schéma s'inscrit dans la lignée des démarches sociales et environnementales conduites dans le cadre actions antérieures, qui appellent tout à la fois une consolidation et une amplification,

CONSIDERANT que le SPASER constitue un outil de développement économique territorial, car il permet de donner de la visibilité sur les achats métropolitains, de diffuser les orientations et les bonnes pratiques retenues par la collectivité, enfin d'agir sur les modèles économiques et d'améliorer toute la chaîne de valeur au niveau du territoire,

CONSIDERANT que le SPASER sera enrichi grâce à la coordination et la mobilisation de chacune des directions métropolitaines, mais également par l'implication des fédérations professionnelles et de nombreux acteurs pionniers de la transition écologique et sociale, susceptibles de lui apporter un regard expert sur chacun des piliers du développement durable,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'APPROUVER la mobilisation des achats publics au profit d'une meilleure prise en compte des objectifs sociaux, environnementaux et économiques sur le territoire.

ARTICLE 3

D'ADOPTER le Schéma de Promotion des Achats publics Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 4

D'APPROUVER les modalités d'élaboration et d'organisation de ce schéma.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 0



GROUPE DE TRAVAIL SPASER

Tableau de restitution des objectifs, actions et leviers d'action

L'achat public au service de la transition écologique pour une Métropole écoresponsable				
ORIENTATIONS STRATEGIQUES	REPERE	OBJECTIFS / ACTIONS / LEVIER(S)	CIBLES(*)	ACTIONS REALISEES / PROJETS / OBSERVATIONS (pour information et n'apparaissent pas dans le document final)
Lutter contre le changement climatique		Diminuer l'empreinte carbone et favoriser la sobriété écologique des activités liées aux marchés de la Métropole. <i>Description de l'action :</i> Accompagner les opérateurs économiques, candidats aux marchés de la Métropole, dans la transition écologique par la mise en œuvre de démarches, d'organisations, de méthodologies à faible empreinte carbone et/ou sobres en ressources, pour les activités en lien avec l'objet des marchés de la Métropole et/ou leurs conditions d'exécution. <i>Levier(s) d'action :</i> - En intégrant dans les cahiers des charges des spécifications en faveur de la performance environnementale (logistique verte, valorisation des déchets, modération énergétique, utilisation de matériaux issus d'une gestion durable des milieux, mise en œuvre d'équipements et de processus économes en énergie...), - En valorisant les organisations qui favorisent l'émergence et/ou le développement de circuits-courts et/ou d'une production/commercialisation de proximité (pour les matériaux de construction en général et les matériaux écologiques en particulier, les denrées alimentaires...), - En systématisant pour les marchés de travaux la mise en place d'une charte « Chantier à faibles nuisances environnementales », - En étudiant systématiquement, lors de la définition des besoins, les sources d'économie d'énergie, - En mettant en œuvre un(des) critère(s) d'attribution permettant de faire émerger de la consultation l'offre écologiquement la plus avantageuse.		<ul style="list-style-type: none">- Développement du transport en commun sobre et décarboné sur le territoire métropolitain- Développement des mobilités douces- Conversion progressive du parc des véhicules légers (VL) actuel aux véhicules à faible émission (véhicules électriques, gestion de flotte partagée et mutualisée)- Moderniser l'éclairage public et optimiser son usage- Action 3.22.1 du PCAET- Optimiser l'arrosage automatique des espaces verts- Création d'espaces verts- Action 6.5.2 du PCAET (inciter à l'achat de bois de proximité ou provenant de forêts durablement gérées)- Action du PAT (inciter à l'achat de denrées aux producteurs locaux en circuits courts)- Chantier faibles nuisances pour l'opération « Institut de Formation Public Varois des Professions de Santé »- A minima, mise en œuvre du Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) pour tous les autres chantiers- Relampage, éclairage « intelligent », optimisation temporelle et spatial (Arrêté 27/12/18)- Exiger la production systématique de la fiche de déclaration environnementale et sanitaire (FDES)- Développer l'utilisation des Analyses du Cycle de Vie (méthode d'évaluation normalisée ISO14040 à 14043) lorsque cela est possible selon la nature de l'achat
	ENV1		100% des marchés notifiés à compter de 2025 (objectif PNAD 2022-25)	
	ENV2	Promouvoir les énergies renouvelables dans tous les projets d'achats de la Métropole. <i>Description de l'action :</i> Accélérer la conversion énergétique dans les projets de construction dont la Métropole assure la maîtrise d'Ouvrage, mais également l'usage d'énergies propres dans le cadre des activités en lien avec l'objet des marchés de la Métropole et/ou leurs conditions d'exécution. <i>Levier(s) d'action :</i> - En étudiant systématiquement, dans tous les marchés de construction de rénovation/réhabilitation, le recours à une production d'énergie renouvelable, - En prévoyant dans les cahiers des charges pour les marchés porteurs une clause permettant la captation des Certificats d'Economie d'Energie (CEE).	100% des marchés notifiés à compter de 2025 (objectif PNAD 2022-25)	<ul style="list-style-type: none">- Projet microcentrale sur le barrage de Dardenne- Optimisation du fonctionnement de l'incinérateur de la station d'épuration Amphitria- Turbine à vapeur sur incinérateur de la station d'épuration Amphitria- Projet de méthaniser la station d'épuration de l'Almanarre- Boucle de chaleur sur le réseau d'eau usée (ex. projet Mayo)- Mise en place de panneaux photovoltaïques- Mise en œuvre des obligations liées au décret tertiaire et extension du dispositif

<div> <div>L'achat public au service de la transition écologique pour une Métropole écoresponsable</div> <div>ORIENTATION GENERALE</div> </div>				
ORIENTATIONS STRATEGIQUES	REPERE	OBJECTIFS / ACTIONS / LEVIER(S)	CIBLES(*)	ACTIONS REALISEES / PROJETS / OBSERVATIONS (pour information et n'apparaîtra pas dans le document final)
Lutter contre le changement climatique	ENV3	<p>Intégrer des démarches d'écoconception dans tous les projets d'achats de la Métropole, en encourageant les constructions autonomes en énergie et de haute qualité environnementale.</p> <p><u>Description de l'action</u> : Construire des bâtiments durables et moins énergivores.</p> <p><u>Levier(s) d'action</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En mettant en œuvre le référentiel (Bâtiments ou Quartiers écoresponsables et certifiés Bâtiments ou Quartiers Durable Méditerranéens - BDM et QDM) dans les projets de quartiers, de constructions et/ou de réhabilitations. 	100% des projets d'achats concernés à compter du 1 ^{er} janvier 2023	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en avant les obligations liées au décret tertiaire (économie d'énergie des bâtiments à usage tertiaire de plus de 1000 m²) - Opérations « Institut de Formation Public Verois des Professions de Santé » et « Chalucet »
	ENV4	<p>Privilégier la réutilisation, le réemploi et le recyclage dans tous les projets d'achats de la Métropole.</p> <p><u>Description de l'action</u> : Lutter contre la production de déchets en promouvant les filières de l'économie circulaire.</p> <p><u>Levier(s) d'action</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En acquérant, par principe, des produits/matériaux/matériaux (hors informatique) issus du réemploi, de la réutilisation et du recyclage (intégration d'une part de matériau(x) recyclé(s) dans le produit), - En prévoyant des mesures incitatives dans les cahiers des charges des marchés promouvant le réemploi et/ou la réutilisation et/ou le recyclage des équipements, des matériaux. 	En lien avec les objectifs de la Loi AGEC	<ul style="list-style-type: none"> - Valorisation de 100% des boues de station d'épuration - Développer les projets de réemploi des eaux usées - Revente au domaine des véhicules métiers - Projets de 2 ressourceries au Pradet et à La Seyne - Recours au réemploi/recyclage dans les travaux dans le cadre des chantiers faibles nuisances
Réduire la production de déchets	ENV5	<p>Prolonger la durée de vie des matériels, des équipements, dans tous les achats de la Métropole, en développant la réparabilité, la durabilité, les garanties étendues au-delà des durées légales.</p> <p><u>Description de l'action</u> : Lutter contre l'obsolescence programmée et optimiser la durée de vie des équipements/matériaux en favorisant l'acquisition de produits réparables (indice de réparabilité) et en veillant à leur durabilité sur le long terme (réutilisation ou recyclage).</p> <p><u>Levier(s) d'action</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En prenant en compte l'indice de réparabilité et/ou de durabilité pour les catégories de produits concernés, soit dans le cadre des clauses d'exécution, soit par des critères d'attribution des offres, - En valorisant les offres prévoyant l'extension de garantie au-delà de la durée légale. 	100% des projets d'achats concernés à compter du 1 ^{er} janvier 2023	/
Préserver les ressources naturelles et la biodiversité	ENV6	<p>Prendre en considération la préservation des espaces naturels et de la biodiversité pour les segments d'achats ayant un fort impact sur l'écosystème.</p> <p><u>Description de l'action</u> : Veiller à la protection de la qualité des eaux, de l'air et de l'ensemble de l'écosystème varois tout en favorisant la biodiversité des espaces naturels et du milieu urbain de la Métropole.</p> <p><u>Levier(s) d'action</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En privilégiant les plantations adaptées au contexte méditerranéen pour tous les marchés d'espaces verts, de voirie, de création d'espaces végétalisés, - En intégrant dans les cahiers des charges des spécifications permettant de lutter contre les îlots de chaleur anthropiques (utilisation d'enrobés alternatifs par exemple), - En intégrant dans les cahiers des charges des considérations environnementales pour tous les marchés dont les conditions d'exécution ont un impact sur la qualité des eaux, de l'air (nettoyement, gestion des eaux usées...). 	100% des projets d'achats concernés à compter du 1 ^{er} janvier 2023	<ul style="list-style-type: none"> - Adapter les interventions sur la végétation (tailles et débroussaillages) aux rythmes naturels, limiter l'intervention au nécessaire (fauche tardive...), favoriser la biodiversité - Favoriser l'utilisation des enrobés blancs - Réduire les surfaces minéralisées dans les aménagements urbains et privilégier les espaces végétalisés - Achat de plantes méditerranéennes

ORIENTATION GENERALE

L'achat public au service de l'inclusion sociale pour une Métropole solidaire

ORIENTATIONS STRATEGIQUES	REPERE	OBJECTIFS / ACTIONS / LEVIER(S)	CIBLES (*)	ACTIONS REALISEES / PROJETS / OBSERVATIONS (pour information et n'apparaîtra pas dans le document final)
Renforcer l'insertion des publics en difficulté de la Métropole (en lien avec le service Cohésion Sociale Territoriale)	SOC1	<p>Amplifier l'accès à l'emploi aux personnes qui en sont éloignées par l'activité économique.</p> <p><u>Description de l'action :</u> En lien avec le service Cohésion Sociale Territoriale et les facilitateurs de la Métropole, renforcer les dispositifs d'inclusion sociale par l'activité économique sur le territoire de la Métropole des personnes éloignées de l'emploi.</p> <p><u>Levier(s) d'action :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - En sensibilisant et en informant les prescripteurs techniques sur les processus de l'insertion sociale (permanences du « Facilitateur Maison De l'Emploi » métropolitain pour l'analyse des marchés « clausés » en cours et l'identification de marchés potentiels, - En soutenant les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) dans le développement de leurs activités économiques (notamment par le sourcing et la communication de la programmation des achats), - En adhérant au Réseau GESAT pour élargir le vivier de fournisseurs/prestataires potentiels issus de l'Economie Sociale et Solidaire, en relayant les consultations de la Métropole à partir de sa plateforme, - En intégrant dans les cahiers des charges des spécifications en faveur du progrès social (exes de la Responsabilité Sociale des Entreprises, des organisations RSE/RSO...), - En renforçant le recours à la clause d'insertion sociale dans l'ensemble des marchés qui y sont propices, - En amplifiant le recours aux marchés réservés et/ou d'insertion, tout en recherchant à diversifier les publics bénéficiaires, - En mettant en œuvre un(des) critère(s) d'attribution permettant de faire émerger de la consultation l'offre socialement la plus avantageuse (prise en considération la Responsabilité Sociale des Entreprises RSE), en lien avec l'objet du marché et/ou ses conditions d'exécution. 	<p>30% des marchés notifiés d'ici 2025 (objectif PNAD 2022-23)</p> <p>Le Service Cohésion Sociale Territoriale cherche à diversifier les supports des marchés de la Métropole en aidant les ACI à diversifier également leur domaine d'activités (blanchisserie...). Il s'agit également de développer les marchés réservés ESS, d'insertion...</p> <p>Pour 2020 et 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Marchés d'insertion avec ACI = 13 marchés publics soit 5 opérations globales comprenant plusieurs lots ; 115 854 heures d'insertion (augmentation de 2020 à 2021 de 30%) pour 547 salariés. - Marchés clausés avec entreprises : 27 opérations, 76 433 heures d'insertion, 171 personnes embauchées. <p>Soit au total, 718 salariés embauchés, 192 287 heures d'insertion.</p> <p>La Métropole TPM depuis plus de 15 ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 893 embauchés - 828 000 heures d'insertion 	<p>Une diversification des supports d'activités bénéficiera à un public plus large. L'enjeu sera d'identifier l'ensemble des supports d'activités existant sur le territoire (SIAE, ESAT, EA...) afin que le service CST fasse le lien avec la DCP et les différentes directions.</p> <p>Identifier et cibler les typologies de public les plus éloignées de l'emploi (DETLD, + 50 ans, jeunes QPV...).</p> <p>Identifier des supports plus propices à un public féminin.</p>
	SOC2	<p>Diversifier le champ des bénéficiaires de la clause d'insertion sociale des marchés de la Métropole.</p> <p><u>Description de l'action :</u> En lien avec le service Cohésion Sociale Territoriale et les facilitateurs de la Métropole, identifier des nouveaux segments d'achats ou supports d'activités permettant l'accès à l'activité économique d'un public diversifié (jeunes diplômés, public féminin...).</p> <p><u>Levier(s) d'action :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - En sourçant les opérateurs économiques pour confronter les objectifs sociaux de l'acheteur aux pratiques des entreprises en termes d'inclusion, - En intégrant dans les cahiers des charges des marchés de prestations intellectuelles des considérations sociales en faveur des jeunes diplômés pour l'exécution des prestations, - En concluant des marchés réservés et/ou d'insertion « tests » au bénéfice d'un public inhabituel. 	<p>A compter du 1^{er} janvier 2023</p>	<p>Une diversification des supports d'activités bénéficiera à un public plus large. L'enjeu sera d'identifier l'ensemble des supports d'activités existant sur le territoire (SIAE, ESAT, EA...) afin que le service CST fasse le lien avec la DCP et les différentes directions.</p> <p>Identifier et cibler les typologies de public les plus éloignées de l'emploi (DETLD, + 50 ans, jeunes QPV...).</p> <p>Identifier des supports plus propices à un public féminin.</p>
Diversifier les dispositifs d'inclusion sociale et de lutte contre les discriminations (en lien avec le service Cohésion Sociale Territoriale)	SOC3	<p>Accorder une attention particulière à l'égalité femmes/hommes dans les marchés de la Métropole.</p> <p><u>Description de l'action :</u> Afficher l'engagement de la Métropole dans la lutte contre les discriminations et en faveur de l'égalité des chances.</p> <p><u>Levier(s) d'action :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - En abordant systématiquement, dans le cadre des sourcing mis en œuvre, les thématiques de la parité et de l'égalité, - En intégrant dans les cahiers des charges des obligations en termes de parité pour l'exécution des prestations, - En mettant en œuvre un(des) critère(s) d'attribution permettant de valoriser les initiatives en faveur de l'égalité femmes/hommes, en lien avec l'objet du marché et/ou ses conditions d'exécution. 	<p>A compter du 1^{er} janvier 2023</p>	<p>Envisager la mise en œuvre d'un critère de parité dans les marchés. Incompatibilité avec les activités des marchés de travaux clausés (embauchant surtout des hommes) mais étudier la possibilité d'intégrer dans les clauses l'embauche de public en difficulté sur le secteur tertiaire du chantier et/ou technique et encourager le recours à l'apprentissage et les contrats de professionnalisation.</p>

ORIENTATION GENERALE

L'achat public au service de la performance économique pour une Métropole compétitive et innovante

ORIENTATIONS STRATEGIQUES	REPERE	OBJECTIFS / ACTIONS / LEVIER(S)	CIBLES(*)	ACTIONS REALISEES / PROJETS / OBSERVATIONS (pour information et n'apparaîtra pas dans le document final)
Soutenir l'économie du territoire	ECO1	<p>Faciliter l'accès à la commande publique des entreprises (TPE/PME).</p> <p><i>Description de l'action :</i> Conforter l'économie du territoire en simplifiant l'accès à la commande publique des entreprises de l'écosystème de proximité, notamment des TPE/PME.</p> <p><i>Levier(s) d'action :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - En communiquant la programmation annuelle des achats de la Métropole aux partenaires institutionnels externes par sa mise en ligne sur le site Internet de la collectivité ou par d'autres vecteurs de communication, - En sourçant les entreprises dans le cadre de projets d'achats récurrents et/ou nouveaux pour favoriser l'émulation concurrentielle et développer des axes d'amélioration économique en actualisant la définition des besoins au regard des savoir-faire des opérateurs économiques. - En renforçant les partenariats avec les organismes professionnels du territoire (participation aux travaux de la Fédération du Bâtiment 63, de l'Agence Régionale pour la Biodiversité et l'Environnement, du réseau d'acheteurs interco, de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire, de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, de la Chambre d'Agriculture...). 	A compter du 1 ^{er} janvier 2023 et dans la continuité des actions réalisées par la Métropole	Communication auprès de la Cellule Économique Régionale de la Construction de Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les marchés de travaux d'un montant supérieur à 90.000€ HT
	ECO2	<p>Améliorer l'attractivité économique des marchés de la Métropole.</p> <p><i>Description de l'action :</i> Stimuler l'émulation concurrentielle dans le cadre des procédures de consultation de la Métropole, au bénéfice d'une meilleure performance économique des offres.</p> <p><i>Levier(s) d'action :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - En renforçant le recours aux groupements de commandes avec les autres collectivités du territoire métropolitain et en envisageant, le cas échéant, les groupements de commande permanents et/ou hors compétence, - En privilégiant l'approche en coût global avec la prise en compte, dans le choix de l'offre, de l'ensemble des coûts liés au cycle de vie (acquisition, utilisation, maintenance et entretien, fin de vie), - En rationalisant les achats de fournitures courantes et services transversaux par la métropolisation systématique des marchés concernés et un allotissement dimensionné selon le marché fournisseur. 	A compter du 1 ^{er} janvier 2023 et dans la continuité des actions réalisées par la Métropole	/
Soutenir l'innovation territoriale	ECO3	<p>Capter et stimuler l'émergence d'offres innovantes.</p> <p><i>Description de l'action :</i> Permettre le développement d'entreprises et/ou de solutions innovantes au bénéfice de la performance économique, de la sobriété environnementale, de l'inclusion sociale.</p> <p><i>Levier(s) d'action :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - En sourçant les entreprises dans le cadre de projets d'achats innovants, - En développant le recours aux variantes (à l'initiative de l'acheteur ou de l'opérateur économique), - En développant le recours au plan de progrès dans les marchés qui présentent des marges de progrès économique, environnemental, social, - En exprimant les besoins sous la forme de cahiers des charges fonctionnelles. 	A compter du 1 ^{er} janvier 2023 et dans la continuité des actions réalisées par la Métropole	<p>Conclusion de 2 achats innovants en 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - achat d'une solution numérique d'information et de communication autour de la « Gestion des Déchets » de la Métropole TPM, - achat de mobilier urbain de végétalisation, - projet d'achat d'un dispositif d'atténuateur de houle (Antennes d'Hyères).

ORIENTATION GENERALE

Une gouvernance proactive pour la promotion des achats responsables au sein de la Métropole

ORIENTATIONS STRATEGIQUES	REPERE	OBJECTIFS / ACTIONS / LEVIER(S)	CIBLES(*)	ACTIONS REALISEES / PROJETS / OBSERVATIONS (pour information et n'apparaîtra pas dans le document final)
Adapter les pratiques d'achats de la Métropole au Développement durable	GOUV1	<p>Fédérer les acheteurs de la Métropole et les acteurs économiques autour de l'achat responsable.</p> <p><i>Description de l'action :</i> Acculturer l'ensemble des acteurs de la commande publique métropolitaine aux enjeux de l'achat responsable.</p> <p><i>Levier(s) d'action :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - En promouvant activement le SPASER au sein de la Métropole et auprès des partenaires extérieurs et des opérateurs économiques du territoire), notamment dans les pièces du marché (préambule du CCTP/CCAP, par exemple) mais aussi par sa mise en ligne sur le site Internet de la collectivité (L2111-3 du Code de la commande publique), - En développant un réseau interne d'acheteurs responsables au sein des Directions opérationnelles et des Antennes de la Métropole afin de permettre une pleine appropriation des orientations et objectifs du SPASER par les prescripteurs de besoins, - En formant et informant les prescripteurs de besoins de la Métropole à l'achat responsable (newsbinaires, tutoriels, formations...). 	Dès conclusion du SPASER	/
Promouvoir les achats durables et responsables de la Métropole	GOUV2	<p>Coordonner et animer la politique d'achat responsable au sein de la Métropole.</p> <p><i>Description de l'action :</i> Faire du SPASER l'outil de la mise en œuvre de la Politique achat responsable de la Métropole.</p> <p><i>Levier(s) d'action :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - En définissant un Comité de pilotage du SPASER, multipartite et pluridisciplinaire, chargé d'en suivre les résultats, d'en adapter le plan d'actions et d'en consolider la mise en œuvre, - En établissant et en animant un tableau de bord d'indicateurs dédiés, - En cartographiant et en programmant les achats, tout en soulignant les axes SPASERphiles (axes de performance environnementales et/ou sociales et/ou économiques), - En donnant une plus grande visibilité au développement durable dans les marchés publics en accentuant le « poids » des critères d'attribution afférents, - En inscrivant dans les moments institutionnels de la Métropole la présentation des actions et des résultats du SPASER. Cette communication est relayée au sein de la Métropole dans le cadre du rapport développement durable (décret n°2011-687 du 17/6/2011). 	Dès conclusion du SPASER	/

(*) : Les cibles sont des objectifs quantifiés et/ou des objectifs de calendrier pour la mise en œuvre des actions afférentes.

